

LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

52, RUE SAINT-DENIS, 75001 PARIS
TÉL. 233-71-36

N° 2
Juin 1979

ENERGIE : OU SONT LES VRAIS PROBLEMES ?

Depuis 1973, l'énergie a fait l'objet des analyses les plus contradictoires, tantôt optimistes et tantôt pessimistes, sans que l'on puisse discerner très clairement la validité des unes et des autres. En réalité, les problèmes fondamentaux ne se posent ni sur le long terme (les prévisions physiques à l'horizon 2 000 sont fatalement aléatoires), ni sur le court terme (où les améliorations passagères donnent l'illusion d'une solution durable). C'est lorsqu'on se place dans une optique de moyen terme, c'est-à-dire sur une période de 5 à 10 ans, que la crise de l'énergie apparaît dans toute son ampleur.

A la veille du sommet de Tokyo, quatre observations peuvent ainsi être faites :

- La vulnérabilité des pays occidentaux demeure inchangée depuis 1973 ;
- Les efforts accomplis jusqu'à présent sont très insuffisants, tant sur la demande que sur l'offre ;
- La dépendance excessive des pays occidentaux déforme radicalement la nature du marché de l'énergie ;
- Aucun dialogue avec les pays de l'O.P.E.P. ne peut s'engager sans la mise en oeuvre d'efforts beaucoup plus vigoureux dans chacun des pays occidentaux.

1) Vulnérabilité inchangée des pays occidentaux depuis 1973.

Ce n'est pas en se fondant sur la seule conjoncture pétrolière que l'on peut déceler les perspectives énergétiques à moyen terme. L'étude réalisée par le G.E.P.I. en 1974 (1) avait mis l'accent sur les facteurs déterminants du premier choc pétrolier, en construisant des bilans détaillés pour l'ensemble de l'énergie et en analysant les stratégies des principaux acteurs. En reprenant cette optique, on observe aujourd'hui de profondes analogies avec la situation de 1973.

(1) Cf "La crise de l'énergie et le nouvel équilibre mondial 1974-1980" (GEPI, C.F.C.E., juin 1974)

NB : cette lettre peut être citée librement à condition de mentionner la source.

Les bilans énergétiques établis par l'O.C.D.E. (2) permettent de faire le point sur la dépendance des pays industrialisés occidentaux. Si l'on rapporte dans chaque cas la production nationale au total des besoins, on obtient les taux d'autoapprovisionnement qui figurent dans le tableau I. Globalement, la position de l'ensemble de l'O.C.D.E. - qui avait fortement régressé depuis 1960 - s'est seulement stabilisée après 1973 (64,6 % en 1977 contre 64,4 % en 1973).

TABLEAU I : TAUX D'AUTOAPPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE.

(production nationale rapportée au total des besoins).

(En pourcentage)	1960	1969	1973	1977
Ensemble de l'O.C.D.E.	82,3	70,3	64,4	64,6
Etats-Unis	95,1	92,3	83,9	79,6
Japon	61,5	22,6	11,6	12,5
Allemagne Fédérale	88,5	53,7	45,3	44,6
France	64,3	37,2	22,7	26,0
Royaume-Uni	73,9	52,0	50,1	73,7

Source : Bilans énergétiques O.C.D.E.

Cette stabilité globale recouvre toutefois des évolutions différentes selon les pays. Ainsi la dégradation du taux d'autoapprovisionnement américain est-elle sensible (baisse de 83,9 % à 79,6 %). Or les Etats-Unis représentaient en 1977 près de la moitié de la consommation d'énergie de l'O.C.D.E. (3), de sorte que leur recul a compensé les progrès médiocres des pays européens et du Japon. Ce dernier s'est légèrement redressé, en partant d'une très forte dépendance en 1973, tandis que l'Allemagne - mieux placée initialement - a subi une faible détérioration. Seul le Royaume-Uni a connu un véritable retournement de tendance, grâce au pétrole de la Mer du Nord. Enfin, la performance française mérite d'être signalée : si la France reste l'un des pays les plus dépendants sur le plan énergétique, elle a amélioré sa position davantage que la plupart des autres pays industrialisés.

(2) Cf "Bilans énergétiques des pays de l'O.C.D.E. : 60-74, 73-75, 75-77", établis en tonnes d'équivalent pétrole (T.E.P.).

(3) Soit 49,6 % contre une part de 38,9 % dans le Produit National Brut de l'O.C.D.E. pour cette même année 1977.

2) Efforts insuffisants tant sur la demande que sur l'offre d'énergie.

L'ampleur du choc pétrolier de 1973 aurait dû, par réaction, engendrer des politiques d'autoapprovisionnement dans les pays occidentaux. En fait, les phases d'optimisme conjoncturel ont partout entraîné un relâchement des efforts.

Ainsi, c'est le fléchissement de l'activité économique qui explique, pour l'essentiel, le freinage de la demande d'énergie, illustré par le tableau II. L'industrie est le seul secteur dans lequel des économies véritables aient été réalisées depuis 1973.

TABLEAU II : DEMANDE D'ENERGIE DE L'O.C.D.E. 1973-1977.

(indices 1977, base 100 = 1973).

<u>Par zone</u>		<u>Par secteur</u>	
Amérique du Nord	: 103,8	Industrie *	: 95,4
Europe Occidentale	: 101,0	Transport * *	: 108,8
Japon	: 103,8	Autres secteurs	: 100,7
Total des besoins en énergie de l'O.C.D.E. * * *			: 103,1

Source : Bilans énergétiques O.C.D.E.

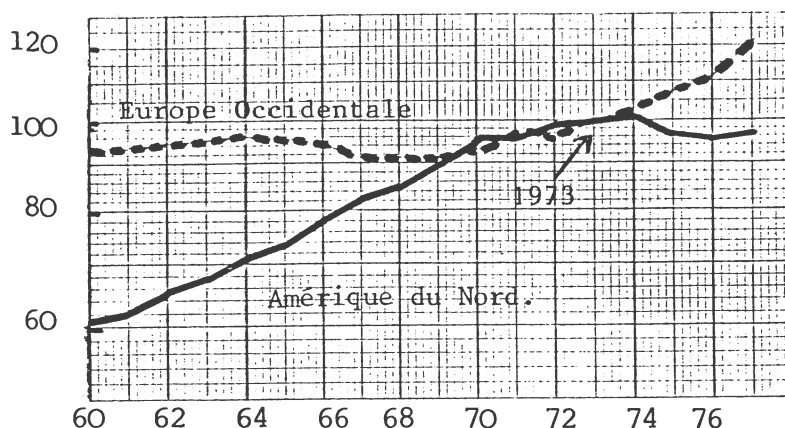
* y compris utilisations non énergétiques

* * y compris véhicules individuels

* * * y compris Australie et Nouvelle Zélande, et en incluant les pertes et ajustements.

Du côté de l'offre occidentale, l'évolution est encore moins satisfaisante, comme le montre le graphique page 4. Tandis qu'en Europe Occidentale la production d'énergie a commencé à se redresser au cours des dernières années, après une longue stagnation, l'Amérique du Nord a connu un profil opposé : après une croissance assez nette jusqu'en 1970, la production a eu ensuite tendance à se stabiliser, et elle a même baissé en 1975 et 1976. Compte-tenu du poids de l'Amérique du Nord dans la production énergétique de l'O.C.D.E. (plus de 70 %), la croissance globale n'a donc pas été supérieure à celle de la consommation. Par produit, cette évolution correspond à un déclin du pétrole et du gaz naturel, ainsi qu'à une faible progression du charbon et de l'énergie hydraulique (rythmes annuels inférieurs à 2 %), le démarrage de l'énergie nucléaire n'ayant pu suffire à assurer le redressement souhaitable.

GRAPHIQUE : PRODUCTION ENERGETIQUE (base 100 = 1973)



3) Instabilité structurelle du marché mondial de l'énergie.

Dans un domaine stratégique tel que l'énergie, la dépendance des pays occidentaux est excessive, car elle va de pair avec une concentration de la production pétrolière dans les pays de l'O.P.E.P., tandis que les pays de l'Est sont en position excédentaire (4). C'est dès lors la nature même du marché qui est transformée : l'incidence des variables économiques n'est plus que subsidiaire, le prix devenant l'expression d'un rapport de forces (5).

De 1974 à 1978, la modération du prix du pétrole résultait surtout de l'attitude des deux principaux membres de l'O.P.E.P. (l'Arabie Saoudite et l'Iran), ainsi que des pressions de l'Administration américaine. Le changement de régime politique en Iran n'a pas seulement modifié les rapports de force internationaux, mais il a aussi illustré les dangers d'une industrialisation trop hâtive dans un pays en voie de développement.

On comprend dès lors le revirement récent de l'Arabie Saoudite qui, afin notamment de préserver ses réserves, souhaite contraindre l'Occident à des efforts accrus. Ses intérêts concordent de nouveau avec ceux des compagnies pétrolières, dont les investissements seraient favorisés par un relèvement des prix. En outre, on peut se demander si le renchérissement international de l'énergie n'est pas souhaité désormais par le gouvernement américain, dans la mesure où celui-ci n'est pas encore parvenu à faire adopter par le Congrès son plan énergétique.

(4) Le taux d'autoapprovisionnement des pays du C.A.E.M. est d'environ 105 % cf : "situation et perspectives du bilan énergétique des pays de l'Est" (C.E.P.I.I., 1978).

(5) Pour l'analyse théorique de ce mécanisme, voir "Dynamique de la spécialisation internationale" par G. LAFAY (Economica, 1979).

Toutes les conditions sont donc réunies pour que les pays de l'O.P.E.P. soient durablement en position de force, ce qui pourrait entraîner encore de fortes hausses de prix. A la limite, des ruptures dramatiques d'approvisionnement ne sont pas à exclure, et cette éventualité ne rend que plus urgent le redressement des pays menacés.

4) Des efforts vigoureux, condition d'un rééquilibrage du marché de l'énergie.

L'expérience de 1973 est très instructive. En raison des rigidités qui affectent le domaine énergétique, la hausse des prix internationaux ne suffit pas à redresser le taux d'autoapprovisionnement des pays occidentaux, mais elle amène en revanche des perturbations majeures : effets stagflationnistes internes, déséquilibre des relations commerciales. Le risque est grand de voir l'économie mondiale subir de nouveaux chocs, qui aggraveraient encore la crise amorcée à la fin des années soixante (6).

Pour conjurer ce péril, chacun des pays doit appliquer une politique efficace et soutenue d'autoapprovisionnement énergétique. Il convient à la fois :

- D'éléver davantage la "productivité de l'énergie" que la productivité du travail", en particulier dans les pays qui sont les plus dépendants (Japon, France, Italie) ou les moins économes (Etats-Unis) ;
- D'accroître la production des diverses formes d'énergie, en particulier dans les pays qui ont les plus grandes ressources naturelles (Etats-Unis, Canada, Australie) ;
- De favoriser partout le remplacement progressif du pétrole par les autres formes d'énergie.

Les mesures de rationnement ne pouvant être que ponctuelles et temporaires, ceci implique une transformation graduelle des structures de consommation, donc une mutation des prix relatifs intérieurs, et par conséquent une refonte en profondeur des systèmes fiscaux. Des plans gouvernementaux à moyen terme sont requis, d'une ampleur comparable aux projets les plus ambitieux réalisés dans le passé. Ce n'est qu'à cette condition que le dialogue nécessaire avec les pays de l'O.P.E.P. pourra enfin s'engager sur des bases réalistes, et que l'on pourra espérer enclencher une véritable remise en ordre de l'ensemble de l'économie mondiale.

(6) Cf Lettre du C.E.P.I.I. n° 1

Vient de paraître

LA CONCURRENCE INDUSTRIELLE A L'ECHELLE

MONDIALE.

(MUTATIONS ET PERSPECTIVES).

Ce dossier est d'abord une description des mutations de la concurrence industrielle sur l'ensemble des marchés mondiaux avant et depuis 1973. Il est, ensuite une ébauche d'analyse de la dynamique interne des principales zones du monde, à l'Ouest, au Sud et à l'Est. Il présente enfin des suggestions d'action, au niveau français et au niveau européen, pour mieux résister à la concurrence avivée et augmenter les chances d'une croissance renouvelée.

2ème trimestre 1979 n° 00 de la future publication trimestrielle du C.E.P.I.I. (Economie Prospective Internationale).

Diffusé par la Documentation Française, Prix : 30 Francs.